



Alerte effectifs : la coupe est pleine ! Et si on se faisait entendre ?

Mardi 2 juillet, les délégués CGT se sont rendus au montage DW, de nombreux salariés ont confié leur mal-être et ont pointé du doigt les dysfonctionnements dans leur atelier.

Faire plus avec moins, ce n'est plus possible !

Après avoir supprimé de nombreux postes, baissé les effectifs jusqu'à un niveau critique et surchargé les postes de travail de ceux qui restent, la Direction exerce une pression insoutenable sur les salariés de tous les ateliers du site, et notamment sur les OP d'UEP du montage 430.

Les salariés nous ont remonté leurs revendications : Voilà ce qu'il en ressort :

- L'impossibilité pour une grande majorité d'entre eux de se faire remplacer pour se rendre aux toilettes.
- Un manque d'effectif évident qui pousse les moniteurs à être continuellement en poste, les empêchant d'assurer à bien leur mission de remplacement.
- Et comme si les cadences et les chaleurs n'étaient pas encore assez lourdes à supporter, certains RU du DW, dont **Laure Vix** et **Thierry Humbert**, s'octroient le droit de faire du zèle d'autorité (flicage à chaque déplacement, menaces de sanctions, chantage, etc.). Ces méthodes de management sont inadmissibles et les salariés n'ont pas à payer la mauvaise organisation de travail de notre Direction et les effectifs insuffisants.

Deux logiques s'opposent:

- **Celle de la direction** : Malgré les bénéfiques records de ces dernières années (pour 2018, il est chiffré à 2,83 milliards d'euros), PSA ne pense qu'à réduire les coûts, baisser l'effectif et la masse salariale, au détriment de nos conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.
- **Celle des salariés et de la CGT** : l'urgence est d'alléger les postes de travail, en embauchant massivement afin de répartir le travail entre tous. PSA a largement les moyens d'organiser le travail différemment !

À retenir : À cause d'un sous-effectif voulu et entretenu, la Direction est responsable de cette dégradation des conditions de travail. Comment imaginer qu'en 2019, des salariés soient privés du droit d'aller aux toilettes ? C'est inadmissible et la CGT, en concertation avec les salariés, sera vigilante et agira par tous les moyens possibles pour faire cesser ces agissements honteux.



Des échos du CSE...

Lunch Box,

Aux dires du syndicat maison, ils auraient tout mis en œuvre pour que le (faux) projet aboutisse et ce, pour le plus grand bien des salariés.

Si le SIA s'était préoccupé du bien-être alimentaire des salariés, il n'aurait pas entériné la fermeture du self pour l'équipe du soir et de la restaurette du bâtiment 6, il se serait aussi opposé aux changements d'horaires qui imposent aux salariés de manger en 20 min !

Stop à l'hypocrisie !

Pour justifier son échec, le SIA prétend qu'Eurest a fait valoir une clause d'exclusivité dont il n'avait pas connaissance. C'est un mensonge, puisque cette clause avait été évoquée entre la direction et le secrétaire du CE quand le magasin avait mis en vente des sandwiches. Le SIA a tenté de passer en force, il s'est pris une claque et ce sont les salariés qui paieront les pots cassés. La facture s'élève à plus de 70000 € tandis que les salariés ne profitent déjà plus des 15 € de fournitures scolaires ou de la participation de 15 € aux activités SLTM.

Tout ceci n'est qu'une mascarade complotée par le SIA et la Direction qui ont pour seul objectif « la fermeture du self ». Preuve en est que le SIA demande aux salariés « de boycotter Eurest tant au restaurant principal que dans les distributeurs pour faire entendre leur mécontentement ! ».

Il est scandaleux de la part d'un syndicat de faire une telle demande par voie de tract, et le tout sans se soucier que derrière le nom « Eurest » il y a des salarié(e)s qui se lèvent tous les jours pour « gagner leur pain » au sein de notre usine.

La CGT apporte tout son soutien au personnel d'Eurest et fera tout pour obtenir de vraies réponses aux questions posées au CSE concernant cette affaire... plus que douteuse !!

Election Comité Social et Economique Central

Lors du dernier CSE mensuel du 27/06, les membres du CSE de Trémery ont dû élire un représentant au CSE central. Rien ne change du côté de la direction avec un accord anti-démocratique qui ne respecte pas la proportionnelle des résultats électoraux des syndicats. La CGT (17 % sur le groupe) n'a pour l'instant qu'un seul élu (Rennes) tandis que le SIA qui n'est plus représentatif (9%) a plusieurs élus.

A Trémery, l'entente SIA-CFTC-CFDT-CFE a permis à Gregory KOPPERS (SIA) d'être élu titulaire et Domenico BARBERIO (SIA) suppléant. Cela a été rendu possible par les votes de: Laurent KERBER (CFTC), Muriel MANGIN (CFTC), Christel MESEMBOURG (CFDT) et Thierry LEININGER (CFE).

C'est-à-dire que les syndicats, qui se tirent dans les pattes pour la Lunch box par exemple, ne se privent pas de s'arranger pour avoir des élus aux détriments de la démocratie.

La CGT défend la proportionnelle pour que les représentants soient le reflet de la voix des salariés des sites du groupe.